

CHAPITRE VI

AGGRAVATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du 1^{er} Mai au 30 Juin

Les troupes ne sont plus payées. — Le Maréchal acculé dans une impasse. — 1^{er} mai, l'Empereur convoque un grand conseil d'Etat avec le ministre de France et le Maréchal. — Séance émouvante. — Le Maréchal consent à sauver l'Empire, en avançant encore des fonds. — Considérations sur cet acte important de Bazaine sauvant Maximilien. — Conséquences du refus possible du Maréchal. — Ce refus fut une faute, mais sa justification.

Les jours et les mois se succédaient au Mexique, accumulant les embarras, les difficultés, augmentant les inquiétudes, désagréant les dévouements, les fidélités, laissant renaître de nouveaux ennemis, car le désordre augmentait sans cesse, la misère également et les finances ne se réorganisaient pas, l'armée pas davantage.

Il est vrai que la mort subite de M. Langlais avait arrêté le mouvement des réformes financières. Pourtant, M. de Maintenant, qui avait pris la tâche de poursuivre l'œuvre de son chef, l'avait terminée très heureusement; mais la mise à exécution des projets se heurta à l'apathie impériale, secrètement entretenue par une camarilla néfaste et par certains fonctionnaires mexicains intéressés au maintien du désordre financier. Cependant, le nouveau ministre des Finances, Lacunza, qui était un vieux républicain, se rendait un compte exact de la situation. Voyant le danger et comprenant que l'Empire était au bord du fossé où il tomberait

avant que les réformes financières proposées par nous fussent assez efficaces pour le sauver, il s'adressa alors franchement au Maréchal pour obtenir de lui la seule branche de salut qui existait, c'est-à-dire encore le concours financier de la France, bien que celle-ci vint de le supprimer formellement. Il mettait ainsi le Maréchal dans une situation absolument déconcertante, car il lui démontrait, avec la dernière évidence, ce que le Maréchal ne voyait que trop lui-même, que si la France ne continuait pas ses secours financiers jusqu'à ce que les réformes qu'elle allait faire appliquer par ses agents aient produit leur effet, ces réformes étaient absolument inutiles, irréalisables même, car tout l'édifice impérial croulerait avant que leur application eût produit le moindre résultat matériel. Enfin, pour sauver tout au moins l'honneur du Gouvernement et celui même de la France qui le soutenait, il fallait, à tout prix, avoir de l'argent immédiatement pour solder les troupes mexicaines réduites aux expédients les plus déplorables, ainsi que les légions belge et autrichienne qui, pour vivre, avaient dû contracter des emprunts et se trouvaient à bout de crédit. Alors, le Maréchal fut obligé de faire assurer leur solde par la trésorerie de l'armée et, naturellement, dans les mêmes conditions que les troupes françaises. Mais Maximilien, en recrutant la légion belge, avait assuré à ses volontaires une solde du soldat supérieure à celle que touchaient nos hommes. Les Belges, voyant leurs sous de poche réduits, manifestèrent un mécontentement extrême, et ce n'est que grâce à l'influence très grande que leur chef, le colonel Van der Smissen, avait sur ses hommes, qu'une mutinerie fut évitée; mais le mécontentement n'en subsista pas moins. Enfin, et ce qui était le plus humiliant, la garnison même de Mexico n'avait pas reçu de solde depuis des mois.

L'argument moral présenté par le ministre, tout spécieux qu'il fût, était absolument juste au point de vue mexicain. La France, l'Empereur Napoléon, peuvent-ils, sans leur donner le temps de refaire leurs finances, laisser les Mexicains,

qui ont accepté, soutenu l'Empire qu'on leur offrait, perdre les bienfaits de cette intervention, faute de leur donner les moyens de vivre quelques mois encore ?

Le Maréchal, ainsi acculé dans une impasse et lié par des ordres formels, était dans une situation morale profondément pénible et sa volonté ébranlée. Maximilien le comprit et, fait extraordinaire, il prit une résolution décisive. Il convoqua un grand conseil de gouvernement pour décider quel parti il restait à prendre dans la situation désespérée où se trouvait l'Empire mexicain abandonné pécuniairement par la France. L'Empereur invita le Maréchal à vouloir bien assister à cette réunion extraordinaire afin d'associer sa personne et la France, tout au moins par sa présence, aux décisions capitales dont les circonstances exigeaient l'adoption.

La tenue de ce conseil peut être considérée comme historique, car du résultat de ses décisions pouvaient naître les plus graves événements et produire des conséquences incalculables. Elle eut lieu le 1^{er} mai 1866. La France y était représentée par le maréchal Bazaine, M. Dano, ministre de France et M. de Maintenant, directeur de la mission financière française.

La réunion était solennelle, et pourtant elle ne comportait qu'une question à résoudre, mais c'était une question de vie ou de mort pour l'Empire. Le Maréchal tenait dans sa main chacune de ces deux solutions. Il était investi depuis quelque temps déjà par l'Empereur Napoléon III des pleins pouvoirs pour soutenir l'Empire, si cela était possible, ou le laisser tomber, le renverser même, si cette mesure extrême était nécessitée par les circonstances dans l'intérêt de la France.

Le renversement de l'Empire se fût-il imposé que le Maréchal n'aurait jamais pu se décider à assumer une si lourde responsabilité; il n'avait pas le tempérament nécessaire pour faire un pareil coup d'Etat; mais la situation du moment était telle que, *s'il l'avait voulu*, qu'il fut inspiré par un

sentiment personnel ou par l'unique souci de l'accomplissement de ses devoirs, il pouvait laisser l'Empire crouler lui-même, en restant inébranlable sur le principe de la non-intervention des finances françaises. Il était l'arbitre légal et fatal de la situation du moment.

En ouvrant la séance, l'Empereur exposa très nettement la situation, faisant ressortir, de façon irréfutable, l'impossibilité d'attendre que les nouveaux procédés financiers aient produit leur effet possible, si le Gouvernement français ne fournissait pas à celui du Mexique les fonds nécessaires pour vivre pendant cette période, si courte qu'elle put être. Il déclara formellement que si la France ne prêtait pas le concours financier nécessaire, le Gouvernement de l'Empire mexicain serait forcé de licencier immédiatement presque toute l'armée mexicaine existant alors. En conséquence, Maximilien demandait que le trésor français payât les troupes mexicaines.

A cette proposition, le Maréchal communiqua les instructions précises envoyées récemment par son Gouvernement, interdisant désormais l'avance de sommes d'argent quelconques.

En présence de cette communication, l'Empereur et son ministre des Finances firent ressortir les graves responsabilités qu'assumerait la France dans son honneur engagé, en imposant au Mexique qu'elle avait pris sous sa protection, les désastres qui seraient la conséquence de son refus de secours financier et les sacrifices que ces désastres imposeraient à elle-même.

Cependant le Maréchal restait muet et impassible devant cet exposé douloureux, mais il était profondément ému, car il comprenait combien ces considérations étaient justes et fondées; il sentait à quel point était cruel pour la fierté de race de ce jeune Souverain d'être réduit à mendier ainsi quelques subsides pour sauver sa couronne, à ceux même qui l'avaient placée sur sa tête.

Quant à M. de Maintenant, en financier expert et avisé,

il sortit du domaine du sentimentalisme et aborda nettement la question des chiffres, afin de savoir quelle était l'importance du concours financier nécessaire pour sauver la situation. Il fallait un million par mois, et ce chiffre n'était qu'un minimum.

La discussion se poursuivit sur la difficulté où se trouvaient les représentants de la France de prendre sur eux de consentir à un pareil sacrifice. Alors l'Empereur, rentrant en scène, sembla clore le débat en déclarant que la question était simple et que, quelles que pussent être les considérations à formuler, il fallait choisir entre la *banqueroute* ou le *salut* de l'Empire.

L'argument était sans réplique et il n'y avait plus à épiloguer. Le Maréchal, dont le *non possumus* faisait crouler l'Empire, ne put se résoudre à le prononcer. Il admit le principe d'une aide provisoire qui permit d'attendre la réponse du Gouvernement français. Sur ce terrain, l'entente se fit, et il fut convenu que le trésor français *prêterait* au Gouvernement mexicain deux millions cinq cent mille francs par mois jusqu'à décision du Gouvernement français. Ce prêt commencerait à courir du 1^{er} mai.

Pour la troisième fois, le maréchal Bazaine sauvait l'Empereur Maximilien ! Et pourtant, on a dit, écrit et on écrit encore, qu'inspiré par une ambition personnelle coupable, le Maréchal avait voulu prendre la place de Maximilien.

En septembre 1906, un publiciste téméraire, faisant parler un mort, a déclaré que le général Pierron, ancien chef du cabinet de Maximilien, décédé depuis moins d'un an, avait affirmé le fait. Cela est absolument faux, parce que le capitaine Pierron savait le contraire et n'a jamais pu proférer une pareille imposture. L'attitude du Maréchal à la réunion du 1^{er} mai est une des preuves les plus concluantes; car s'il l'avait voulu, ayant le moyen légal d'avoir cette place par la force des choses, il aurait été obligé de l'occuper *ipso facto*.

En tout cas, cette conférence, qui ne fut qu'un incident financier franco-mexicain, aurait pu être un événement poli-

tique susceptible de déterminer successivement et par un enchaînement tout naturel les plus graves conséquences dans les évolutions ultérieures de la politique mondiale de certains Etats de première grandeur.

En effet, si en cette circonstance, le Maréchal, se conformant aux ordres formels de son ministre des Finances de ne plus fournir aucun subside au trésor mexicain, avait opposé un refus absolu aux demandes du Gouvernement, c'était, pour l'Empereur Maximilien, l'impossibilité de gouverner et l'obligation d'abdiquer, comme il l'avait laissé entendre à la conférence et en eut plusieurs fois la pensée.

Maximilien abdiquant, c'était l'anarchie; et, pour sauver la situation aussi bien moralement que matériellement, il était fatal que la seule puissance qui existait alors effectivement, c'est-à-dire le chef de l'intervention française et de l'armée, relevât le pouvoir tombé, prit en mains la direction suprême des affaires et, sous quelque titre que ce fût, gouverneur général, dictateur, régent ou vice-roi comme jadis au Mexique et comme aux Indes aujourd'hui, ou toute autre étiquette gouvernementale, assumât la charge des destinées du pays et des grands intérêts compromis.

Or, que serait-il advenu autour de ce coup d'Etat imposé fortuitement et sans secousse? Le parti français, déjà très fort, se serait affirmé et groupé autour du Maréchal, ainsi que les éléments modérés des partis normalement opposés, Cléricaux et Libéraux. Quant au parti juariste proprement dit, il aurait tout d'abord ressenti un ébranlement considérable, puis une désagrégation progressive résultant de la suppression des conditions essentielles qui soutenaient son existence même et sa raison d'être, c'est-à-dire la certitude de voir disparaître, dans un avenir rapproché, les forces françaises qui s'opposaient seules à son retour au pouvoir; la neutralisation du parti réactionnaire et clérical qu'il avait sans cesse combattu, l'oubli forcé des anciennes rivalités disparaissant dans la fusion nationale, enfin et surtout la pensée de trouver dans les inspirations de l'influence fran-

çaise et dans les institutions que celle-ci garantirait, ce sentiment de libéralisme qu'il reconnaissait à la France.

Du reste, depuis longtemps, cette désagrégation avait déjà commencé alors que l'Empire naissant paraissait être un pouvoir durable et pouvant devenir puissant. On avait vu de nombreuses personnalités du parti de Juarez, même des plus importantes, militaires et civiles, faire à l'Empire une adhésion ou tout au moins une soumission, d'une sincérité peut-être parfois conditionnelle, mais qui s'affirmerait suivant les événements. Il est vrai qu'un grand nombre d'entr'elles désabusées, ayant perdu confiance dans la stabilité du régime impérial et surtout dans les capacités de l'Empereur, étaient retournées ou retournaient chaque jour à leurs premières amours; mais il est certain, et j'ai eu à ce sujet des indications positives, que bon nombre de ces Mexicains libéraux et des plus importants, seraient venus se ranger autour du Maréchal représentant le Protectorat de la France sur leur pays restant autonome. Parmi les personnages juaristes qui n'avaient jamais déserté leur cause, il y en avait plusieurs qui seraient aussi venus à nous. Je pourrais même, sans commettre d'erreur, je crois, citer un des plus importants qui n'était resté notre adversaire en armes, que parce que nous soutenions le trône de Maximilien, mais je préfère m'abstenir ici. On doit admettre enfin que les éléments les plus turbulents et les moins intéressants de la population, les voleurs de profession et les guerilles, tous plus ou moins indifférents à tous les partis politiques, pourvu qu'ils vivent de déprédations, comprenant que, sous ce nouveau régime, leur existence vagabonde ne serait plus possible, rentreraient promptement dans les rangs des troupes nationales ou bien abandonneraient, purement et simplement, un métier que la révolution, le désordre et la guerre civile ne favoriseraient plus.

Il convient enfin de signaler une des plus importantes considérations qui confirme la certitude d'une adhésion presque générale au coup d'Etat. Elle avait ses racines dans le

sentiment patriotique qu'on trouvait alors, encore très développé, dans tous les partis et dans toutes les classes sociales. Les Mexicains ont toujours eu une sainte horreur de la domination des Etats-Unis dont ils avaient plusieurs fois été menacés, et ils auraient compris que le protectorat français leur assurerait l'espoir de conserver leur autonomie. Les provinces mexicaines qui avaient jusqu'alors échappé à la voracité de leurs voisins, ces antiques joyaux de la couronne de Montezuma dont l'éclat des richesses et la civilisation rayonnaient sur l'Amérique, alors que les terres des Etats-Unis étaient encore plongées dans les ténèbres d'une humanité presque sauvage, n'auraient plus à redouter de voir leurs étoiles former une constellation nouvelle, humiliée dans un coin du firmament de l'étendard américain.

Ces braves gens savaient bien, en effet, que si le Gouvernement de Washington prêtait, depuis si longtemps, à l'ex-président Juarez le concours de ses dollars et celui, plus combatif, des hordes de nègres et d'aventuriers qu'il avait accumulées sur les bords du *Rio del Norte*, ce n'était pas sans une arrière-pensée lucrative et qu'il négociait tout d'abord la cession de la Sonora, cette vaste mine d'or. Ils comprenaient bien, en outre, que s'il faisait tant d'efforts diplomatiques pour déterminer la France à retirer ses troupes, c'était avec le secret dessein de lancer son armée qui l'encombrait sur l'empire mexicain et s'annexer encore quelques-uns de ses débris.

Telle est la raison majeure, toute de patriotisme, qui aurait groupé en un seul faisceau autour de notre corps expéditionnaire, désormais protecteur de leur indépendance, tous les patriotes mexicains, et ils l'étaient tous, quels qu'aient été auparavant leurs sentiments de politique intérieure.

Si maintenant j'élargis le cercle des conséquences de la chute de l'Empire dans les bras de la France, je vois ces mêmes Etats-Unis pousser des clameurs diplomatiques : « A nous, *Monroë* et *Washington* ! » ; lancer par dessus l'Atlantique des menaces plus retentissantes que sincères,

brandir un glaive qu'on se garde bien de mettre au clair ; car, à cette époque, ils étaient absolument incapables d'engager et moins encore de soutenir une lutte sur mer ou sur terre.

Quant à l'Europe, elle aurait fait, sans doute, par acquit de conscience, quelques demandes diplomatiques d'explications ; l'Angleterre, l'Espagne principalement, auraient formulé quelques protestations, bien que depuis qu'elles nous avaient faussé compagnie, au début de l'expédition, elles auraient dû découvrir quel était le but final que nous voulions atteindre ; mais, comprenant, après tout, qu'un échec infligé à la doctrine *Monroë* serait pour l'Europe un succès à longue portée dans l'avenir, les vieilles grandes puissances auraient sanctionné le fait accompli.

Ces considérations ayant mis à un point apparemment logique et fondé les conséquences mondiales de la chute naturelle de l'Empire mexicain, il convient d'étendre à la France même le champ des considérations hypothétiques sur le résultat de la conférence du 1^{er} mai, pour en tirer la moralité qui s'applique au maréchal *Bazaine*.

Me plaçant au point de vue des origines et des causes déterminantes de l'intervention, je prétends qu'en sauvant momentanément l'Empire, le maréchal *Bazaine* a manqué de flair et de perspicacité ; il a commis une erreur irréparable à l'égard de la conception originelle que l'Empereur *Napoléon III* avait eue en intervenant dans l'affaire mexicaine. Si on veut bien se reporter, en effet, aux termes dans lesquels cette conception fut formulée et aux phases successives par lesquelles elle devait passer, on considère que la troisième évolution qui déterminerait le résultat final désiré, était précisément l'impossibilité où se trouverait *Maximilien* de continuer à gouverner un Empire ingouvernable dans son autonomie absolue, sans le concours et l'appui de la France.

L'heure psychologique sonnerait pour cette évolution, lorsque la France retirerait ses troupes et son crédit financier, ce qu'elle serait obligée de faire, car elle ne pouvait

indéfiniment avancer ses fonds à un gouvernement impuissant à reconstituer ses finances, et jouer ainsi le rôle ingrat des filles de Danaüs.

C'était donc par la force des choses que se produisait fatalement la troisième et dernière évolution de l'intervention française. L'Empereur Napoléon jouait, normalement et même forcément, son rôle dans l'affaire qui marchait à souhait. Le renoncement de Maximilien qui était prévu au programme, s'imposait tout naturellement et le protectorat rêvé se faisait tout seul, s'imposait même.

Mais Bazaine ne le vit pas; peut-être insuffisamment initié, il ne comprit pas ou n'osa pas comprendre. Bref, la perche de sauvetage qu'il tendit malencontreusement à Maximilien ne sauva rien. A la place de cet Empereur qui, un an plus tard, devait sombrer corps et biens, il coula le projet conçu par Napoléon III.

C'est donc bien une faute qu'il n'aurait pas commise si, comme l'ont si souvent et si légèrement affirmé ses détracteurs acharnés, il avait eu le désir de prendre la place de Maximilien. Il n'avait donc pas le défaut tant reproché, et ce fut, en cette occasion, un malheur pour la France et pour lui, car s'il avait osé occuper cette place qui s'offrait spontanément à lui, il aurait accompli une grande œuvre et Bazaine serait mort « grand homme », au lieu de finir sur la terre étrangère, « martyr » de passions aveugles.

Je reviens au compromis financier que j'ai considéré comme très malheureux, pour résumer les minces résultats qu'il a produits : il permettait au Gouvernement impérial de subsister encore honorablement pendant quelques mois, mais s'il reculait sa chute, ce n'était que pour la rendre plus tragique et plus cruelle pour l'amour-propre français.

CHAPITRE VII

RÉORGANISATION DE L'ARMÉE MEXICAINE

Formation d'une division étrangère. — Création des bataillons de Cazadores. — Poste de sous-secrétaire d'Etat de la Guerre confié à un officier d'Etat-major français. — Le commandant Billot désigné, acceptant et nommé. — Incident causé par son refus. — Le capitaine Blanchot est nommé. — Intrigues ténébreuses. — Mes débuts au ministère. — Naissance et baptême du fils du maréchal Bazaine.

L'Empereur Maximilien, par une habile intervention personnelle, avait écarté momentanément un des périls de sa situation; mais il en existait un autre aussi grave, sinon davantage, celui de la défense même de son trône, l'armée nationale. Il importait de ne pas reculer d'un jour l'application des moyens propres à le conjurer, s'il en était temps encore. Car ce n'était pas seulement le concours des millions que la France se refusait à donner désormais, mais encore celui de ses troupes, et Maximilien avait eu connaissance des déclarations faites par Napoléon III au corps législatif. Il avait, en outre, appris l'attitude de la diplomatie américaine s'opposant, à Vienne, à l'envoi des contingents qui étaient indispensables à sa légion autrichienne. Il ouvrit enfin les yeux sur la situation militaire où il allait se trouver et comprit, mais trop tard, qu'il serait désemparé avant l'heure qu'il s'était fixée peut-être pour l'exécution de ses projets secrets en Europe, car tout s'enchaîne, tout se tient et s'explique en se reportant toujours à la pensée primordiale qui engendra l'entreprise mexicaine.

Si l'on admet que, dans son for intérieur, Maximilien s'était